

Pierre Laurent,

Discours aux personnalités

Fête de l'Humanité - 10 septembre 2016

Mesdames, Messieurs,

Quel plaisir de vous accueillir cette année encore à cette si belle Fête de l'Humanité ! Notre joie est cette année décuplée, car réussir la Fête était un défi lancé à tous les semeurs de haine, à tous les faiseurs de guerre. Face au poison distillé, nous sommes venus ici, à La Courneuve, prendre un grand shoot d'espoir et de bonheur ! Nous venons respirer l'air de la révolte et le vent du changement. Et nous le sentons, ça souffle fort !

Nous sommes ici parce que nous savons que ce monde marche sur la tête et que cela ne peut pas durer.

Nous sommes ici parce nous sommes convaincus que rien de bon ne se fera sans nous, sans notre force collective, sans notre conscience de l'intérêt général.

Nous sommes ici, ensemble, bouillonnants et bruyants, gouailleurs et taquins, quand d'autres préfèrent le calme des salons feutrés des gratte-ciels de verre, le confort de plateaux médiatiques où la parole citoyenne cède la place à la connivence.

Nous sommes ici en fraternité, en amitié, en bienveillance.

Nous sommes ici tout simplement parce que nous avons une haute ambition de ce que doit être la vie, parce que jamais nous ne renoncerons à une certaine idée du bonheur.

Oui, nous vivons des temps tourmentés, très tourmentés même. Mais non, décidément non, rien ne nous fera céder aux discours de peurs et aux chantages qui les accompagnent. La peur est devenue un grand marché dans lequel de plus en plus de responsables politiques participent au concours de celui qui vendra le mieux « la » réponse magique pour nous sortir du cauchemar. Mais nous savons aussi que tous ceux-là sont des menteurs.

Tenir un discours de vérité dans la période, ce n'est pas déclarer : « Moi, j'ai LA solution », il suffit de fermer les frontières, réduire les libertés, ne pas accueillir les réfugiés. Et surtout ne rien changer à ce monde de violences et d'inégalités. Ce n'est pas non plus rouler des mécaniques à coups de discours guerriers qui ne font qu'ajouter de la haine au sang.

La sécurité, nous la voulons tous. Et ici, nous avons tout fait avec nos militants, avec les services publics de sécurité, pour l'assurer. Mais si nous la voulons, ce n'est pas pour être réduits au silence, isolés des uns des autres, mais ensemble, debout, libres et solidaires. Tenir un discours de vérité, faire réellement preuve de courage politique, c'est regarder les Français dans les yeux et leur dire qu'il faudra du temps, des moyens et que tout ne sera pas possible en un jour, mais qu'il faudra changer le monde, oh ! progressivement, mais le changer vraiment, profondément et pour de bon. Et c'est pour cela que nous sommes là. Nous sommes là pour commencer à ouvrir ce chemin

Nous sommes là parce que la France a besoin d'un nouveau pacte républicain.

Oui, nous voulons une nouvelle République. Je vous entends déjà dire : « Olala !, encore un responsable politique qui va nous parler de République... fiiouu !, il nous dit qu'il faut arrêter le blabla et nous parle de République ...y'en a marre. » C'est vrai qu'en ce moment, tout le monde parle de République à tort et à travers, c'est un peu la foire, à qui sera le plus républicain, comme un label qui effacerait toutes les contrefaçons. Pauvre République... Plus personne ne sait vraiment ce que ça veut dire. Des Républiques qui n'en avaient que le nom, on en a connues dans l'histoire : la République romaine des aristocrates, la République de Salò de Benito Mussolini, ou encore... la République galactique du chancelier Palpatine.

La République n'est pas qu'un mot, un concept fourre-tout que n'importe qui pourrait galvauder. Nous le savons, il n'y a pire danger que la décadence des régimes politiques à bout de souffle.

Souvent les Républiques meurent dans les guerres ou les crises politiques, mais elles naissent aussi de soulèvements populaires et démocratiques. Aujourd'hui la crise politique, la crise de régime, elle est là ! Les jours, les mois, les années de la V^e Républiques sont comptées. Le mouvement est inexorable. Le temps est venu d'une refondation démocratique très profonde. Nous voulons une nouvelle République pour tous et partout, sur tout le territoire

Oui, l'heure est à la révolution politique, n'est-ce pas Bernie Sanders ?

Notre nouvelle République sera démocratique, sans 49-3, avec un Parlement respecté, élu à la proportionnelle, des référendums d'initiative populaire, l'élargissement du droit de vote des résidents étrangers et une limitation du cumul des mandats. Une République où la laïcité ne serait plus dénaturée et instrumentalisée pour exclure, mais un fondement du vivre-ensemble, comme le dit si bien le philosophe Etienne Balibar : « *La laïcité est une obligation de neutralité de l'État envers ses citoyens et non pas une obligation idéologique des citoyens envers l'État.* »

Notre nouvelle République sera sociale, et elle reprendra le chemin vers le progrès, la réduction des inégalités, le développement des services publics, l'avancée des droits.

Nous sommes fiers, à quelques jours de la nouvelle journée de mobilisation sociale du 15 septembre, d'accueillir l'ensemble des premiers responsables des 7 organisations syndicales engagées dans le combat contre la loi de précarisation du travail. Nous voyons dans leur unité un encouragement fort à construire l'unité politique capable de porter leur combat jusqu'au pouvoir.

Hier, la rencontre des parlementaires de gauche, communistes, Front de gauche, socialistes, écologistes, que j'ai initié avec André Chassaigne et Éliane Assassi a relancé notre travail commun pour cette nouvelle phase de la bataille. C'est une promesse que nous ne voulons pas décevoir.

La loi travail est une imposture, car jamais elle ne servira l'emploi mais seulement le dumping social. Et c'est un anachronisme, car elle nous condamne à un horizon sans fin de précarité. Jamais le chômage ne sera ainsi combattu. Il ne peut l'être que par une grande avancée de civilisation, un autre âge de la conception du travail avec la sécurisation d'emploi et de formation tout au long de la vie, la réduction du temps de travail, la reprise en main par les producteurs de la finalité de leur travail.

On nous parle d'identité pour soi-disant évacuer les grandes questions sociales. Ça n'a pas de sens. Car que serait l'identité d'une France qui tournerait le dos à l'ambition d'égalité sociale, à la culture commune qui fonde notre République : égalité, liberté et fraternité ? Eh bien ce ne serait plus la France. Et quand la droite propose de liquider toute ambition sociale, elle s'attaque à la France tout simplement. Divisée sur d'autres sujets, les huit candidats de la droite sont totalement unis sur la question sociale. Nicolas Sarkozy propose la suppression des 35 heures, la primauté des accords d'entreprise, la réduction du nombre de fonctionnaires, le rallongement de l'âge légal de départ à la retraite... Quand Alain Juppé et François Fillon proposent : le rallongement de l'âge légal du départ à la retraite, la réduction du nombre de fonctionnaires, la primauté des accords d'entreprise et la suppression des 35 heures ? En matière de libéralisme, tous ceux-là, c'est Dupont et

Dupond.

Alors, contre la régression sociale en marche, pour remettre la France dans le sens du progrès, tous ensemble dans la rue, le 15 septembre aux côtés des syndicats ! Pour une nouvelle République sociale.

Notre République, elle sera aussi protectrice. Elle protégera chacun dans tous les aspects de sa vie contre la loi du plus fort par l'essor des services publics, par l'élargissement des droits et de notre système de Sécurité sociale. Elle protégera notre planète et notre environnement par la révolution écologique de nos modes de vie et de production. Et elle assurera la sécurité de tous grâce à une nouvelle politique publique de sûreté nationale. Il faut en finir avec les blablas, et agir. Tous les services publics, d'éducation, de sécurité et de justice ont besoin de moyens supplémentaires mieux répartis sur le territoire pour le suivi et l'investigation des signalements, des démantèlements des filières d'enrôlement et de trafics d'armes. Les services de justice doivent être mieux équipés et formés. Une coopération européenne et internationale des services civils et militaires de renseignements doit se fixer pour objectif la neutralisation des individus dangereux.

Non, M. Sarkozy, comme l'a rappelé le Procureur de Paris, dans un État de droit, on n'enferme pas les gens parce qu'ils sont fichés... il faut une procédure pénale. Sinon c'est le règne de l'arbitraire et la fin de la justice ! Pour un ancien avocat, il faudrait peut-être réviser ses notes de 1^{re} année de droit ! Et si on incarcérait uniquement sur hypothèse, ça fait longtemps, Monsieur Sarkozy, que vous auriez une carte d'abonnement à la Santé.

Notre nouvelle République sera universelle et fraternelle. Oui, nous avons besoin de fraternité. Rappelez-vous ces mots d'Hubert Wulfranc, notre camarade, le maire de Saint-Étienne-du-Rouvray, quelques heures après l'ignoble assassinat du père Hamel : « *Soyons ensemble les derniers à pleurer. Et soyons ensemble les derniers à être debout contre la barbarie et dans le respect de tous.* » Que ces paroles ont fait du bien à la France ! Que cette hauteur de vue, cette dignité furent salutaires ! À l'exact opposé des veules récupérations politiques et des paroles de haine entendues après le massacre de Nice. Oui, la fraternité et le vivre-ensemble ne sont pas des vains mots. C'est l'avenir sur cette planète où nous sommes tous plus que jamais des citoyens du monde.

Je l'ai dit d'emblée, il faut en finir avec la peur ! Ce dont je parle ici c'est la peur utilisée comme instrument politique. La peur, c'est ce qui peut briser notre société. La peur c'est ce qui peut museler la pensée. « *Avoir peur c'est se préparer à obéir* », a écrit Hobbes. Nous y sommes. On nous dit maintenant de qui et comment avoir peur. « *Nous sommes en guerre* » répète le Premier ministre qui de coups de com' en coups de com' tente une mise en scène grotesque de la puissance politique. La peur, c'est ce qui demain justifiera tous les plus grands reculs de liberté. La droite et le FN jouent les apprentis sorciers en agitant la menace de « l'ennemi intérieur », celle-là même qui fait le terreau de la guerre de civilisation voulue par Daech. Les voix de progrès sont tuées, seuls résonnent chaque jour plus bruyamment les appels à la haine et à la stigmatisation.

Notre République fera du combat antiraciste son fondement. Elle instaurera les récépissés obligatoires lors des contrôles d'identité. Elle n'acceptera pas qu'un haut personnage de l'État comme Monsieur Chevènement parle de « *nationalité perdue* » à Saint-Denis. Car cette belle et grande ville populaire est fière d'être au carrefour du monde avec son Stade de France et sa population des quatre coins de la planète. Tous sont nos enfants, les enfants de la République, et ceux que vous blessez avec de tels propos, Monsieur Chevènement, sont les mêmes que vous saluez quand ils gagnent des médailles à Rio, qu'ils portent fièrement le maillot tricolore ou qu'ils remplissent les playlists de vos petits-enfants !

Notre République sera laïque et donc respectueuse de tous, croyants et non croyants.

Et je profite de ce jour d'Aïd pour lancer un message à tous nos frères et sœurs musulmans si malmenés.

Pour les communistes, il n'existe qu'une République et qu'une catégorie de citoyens quelle que soit sa culture ou sa religion. Vous et vos enfants sont une richesse, tout comme le sont tous ces enfants nés du métissage, qui portent en eux la France. Notre République est une et indivisible ! Et nous sommes fiers du bleu blanc rouge du drapeau français quand il reflète toutes les couleurs de l'arc-en-ciel !

À ce propos, nous ne sommes pas dupes de l'indigne polémique qui a été orchestrée de toutes pièces sur le burkini. Est-ce bien de la liberté des femmes dont il était question ou bien plutôt d'une société malade rongée par une offensive malsaine de stigmatisations des musulmans de France. Poser la question c'est y répondre.

On les a entendues toutes ces voix masculines si promptes à défendre la liberté des femmes quand on parle du voile ! Ces mêmes voix bien silencieuses quand il s'agit d'égalité salariale, d'interdiction de la prostitution, de lutte contre les violences faites aux femmes, du droit à l'avortement. Ah ils sont beaux tous ces élus ! Les Républicains qui agitent le drapeau des droits des femmes alors que leur parti paye chaque année plus de 3 millions d'euros d'amende pour non application de la loi sur la parité électorale. Messieurs, je vous en prie, arrêtez donc de vouloir libérer les femmes à leur place, elles s'en chargent !

Notre République, c'est celle qui garantira aux femmes, à toutes les femmes le droit de disposer de leur corps et refusera toute assignation vestimentaire quelle qu'elle soit.

Et pour cela, il est grand temps de sortir de cette vision infantilissante des femmes musulmanes qui leur refuse le droit de décider, de ce paternalisme qui sous-tend tous les rapports de domination homme-femme dans la société. Être féministe, et je le suis, c'est construire ce chemin avec toutes les femmes, pour libérer toute la société. Et c'est croire cent fois plus au pouvoir de l'éducation populaire qu'au règne de l'interdit et du bâton !

Enfin, notre nouvelle République sera pacifiste. La guerre n'est pas le propre de l'homme. Elle est le mal des sociétés de domination. Et voilà pourquoi le capitalisme la porte comme la nuée porte l'orage. Dans l'histoire de l'humanité, les premières traces de guerres sont datées du néolithique. Elles coïncident avec la sédentarisation et l'apparition des premières formes de propriété et de castes. L'homme n'est pas « génétiquement programmé » pour la guerre. Derrière les guerres se cachent toujours des enjeux de pouvoir et de captation des richesses. Et derrière les soldats du terrorisme se cachent les plaies purulentes de notre société en crise.

Et si l'argent n'a pas d'odeur, la guerre, elle, a besoin d'argent. Le 24 septembre, à l'occasion de la journée internationale de la paix, j'appelle à rejoindre massivement les marches pacifistes organisées dans 15 villes de France. Pour dire stop à la guerre et à la violence. Pour dénoncer l'explosion des budgets militaires, qui sont passés de 1 144 milliards de dollars en 2001 à 1 773 milliards en 2015 alors que le budget des Nations unies pour les opérations de paix est de seulement 8,7 milliards. Rendez-vous compte, 5 % des dépenses militaires mondiales pendant 10 ans permettraient, selon l'ONU, de résoudre les principaux problèmes de l'humanité comme l'alimentation en eau, la faim, les maladies... ! Il est plus que temps que se lève un grand mouvement pacifiste dans notre pays pour faire entendre la voix des peuples. La paix doit redevenir une grande cause nationale !

L'indignation devant l'inhumain, elle doit aussi nous mobiliser face à la crise des réfugiés que certains s'acharnent à repeindre en envahisseurs, eux les déshérités de la guerre et de l'exil. Je veux saluer ici les villes de Paris et d'Ivry, qui grâce à l'action de leurs maires, des élus communistes, des associations ont décidé de ne plus fermer les yeux et d'accueillir enfin dignement ces femmes et ces hommes, leurs enfants comme des humains et non plus comme des parias. Des centres d'accueil ou des murs ? Notre choix, ici et encore, c'est l'Humain d'abord !

Je sais ce que certains vont dire : il est sympathique ce Pierre Laurent avec ces belles idées, on aimerait bien le croire, mais ce n'est pas réaliste ! Ces communistes, que des utopistes ! Eh bien non, mesdames, messieurs,

tout ce que je vous dis est possible et c'est même la seule voie réaliste pour qui veut éviter le chaos dans lequel on nous enfonce. Alors, comment avancer ? Comment concrètement avancer ? Par où commencer ?

Moi, je propose de commencer par la jeunesse.

« Si je reçois le mandat du pays d'être le prochain président, je ne veux être jugé que sur un seul objectif : est-ce que les jeunes vivront mieux en 2017 qu'en 2012 », avait lancé François Hollande le 22 janvier 2012. Terrible rappel, mais à écouter le discours du « presque » candidat François Hollande jeudi dernier, n'a-t-on pas l'impression que le Président a décidé de prendre les Français pour une bande d'amnésiques, sans mémoire ou discernement ?

Où en est-on en réalité ? *Le Guardian* a publié récemment une étude dans les pays occidentaux, et il est prouvé que pour la première fois, au même âge, les jeunes sont plus pauvres que leurs parents. En 2015, le taux de chômage des moins de 25 ans a atteint le score historiquement haut de 25,7 %.

Demain, 3 actifs sur 4 seront issus de la génération Y. Alors, va-t-on continuer à sacrifier notre avenir ? Moi je propose que nous passions aux actes.

Premièrement, notre pays aura besoin dès le début du prochain quinquennat d'une grande loi pluriannuelle sur cinq ans pour l'éducation, la culture et le sport. Tout commence par là et il faut mettre le paquet, vraiment le paquet. Nous élaborerons cette loi tout au long de la campagne qui s'annonce avec tous ceux qui le souhaiteront.

C'est dans cet esprit que nous nous engageons pleinement pour la candidature de Paris aux Jeux Olympiques de 2024 ! Nous l'avons vu cet été à Rio, le sport peut être un incroyable outil d'émancipation. Qu'ils nous ont fait rêver tous ces athlètes dont beaucoup viennent de nos quartiers, formés dans des villes où les maires communistes connaissent l'importance sociale du sport ! Je pense en particulier à Champigny et Aubervilliers et leurs incroyables boxeuses ! Ces J.O que nous voulons, ce ne sont pas ceux du fric et du business ! Nous voulons en faire ceux de l'éducation populaire et des citoyens. Nous voulons des JO pour et par le peuple. Des JO de la fête du sport et de la jeunesse.

Croire en la jeunesse, c'est se donner maintenant un objectif ambitieux : zéro jeune au chômage ! C'est par là que nous proposons de construire la bataille de l'emploi pour tous. Comment ? Chaque jeune signerait avec le service public de l'emploi une convention rattachée à un parcours d'insertion, de formation ou à un contrat de travail qui garantirait un revenu égal au SMIC ou une allocation d'autonomie. C'est tout à fait possible et finançable si on arrête avec les milliards jetés à la poubelle via le CICE. Et cela changerait tout le rapport de la société et des entreprises avec le chômage.

Je parlais tout à l'heure de paternalisme en ce qui concerne les femmes, pour les jeunes c'est la même chose. Écoutons-les, faisons-leur confiance. Je me réjouis que le Mouvement jeunes communistes soit au cœur du combat. Et je leur dis : « L'avenir vous appartient, saisissez-le ! »

Mais le réalisme passe aussi par une reconquête essentielle : celle de notre pouvoir sur l'argent, sur les immenses richesses détournées par la finance. Cet argent et ce pouvoir que les 1 % nous ont confisqué. Oui, il est plus que temps, chers amis, et passez-moi l'expression, « d'aller récupérer le fric, de reprendre le grisbi ! »

Cette année, 93 % de la croissance mondiale ont été captés par les 1% ! En France, l'exemple le plus parlant a été le CICE.

Le CICE a été la plus grande arnaque du quinquennat Hollande. Le casse du siècle pour Gattaz et ses 40

entrepreneurs ! 40 milliards... 40 milliards pour 1,1 million de chômeurs en plus depuis 2012 ! Nous, bêtement, on avait cru comprendre que le patron du Medef avait promis 1 million d'emplois en échange de ce chèque astronomique. Mais en fait, c'était un million de demandeurs d'emplois... Il avait oublié un mot... ça rentrait pas sur le pin's !

La spécialité de tous ces chantres du libéralisme c'est en réalité la captation pure et simple des subventions publiques. Ce sont eux qui organisent le pillage de l'État et qui crient ensuite que les caisses sont vides. Au fond, le Medef ne demande pas la fin de l'intervention publique, il réclame qu'elle soit détournée en sa faveur.

En réalité, comme le démontrent nos économistes, comme l'explique l'économiste Eloi Laurent dans son ouvrage *Nos Mythologies économiques*, nous sommes passés dans les années 80 d'une assurance sociale apportée aux travailleurs à une garantie financière apportée aux banques et aux investisseurs. Mais la puissance de l'État est intacte, elle a juste été détournée.

Alors oui, parce que le cynisme du PDG de la Société générale venu mentir devant la commission parlementaire sur l'exil fiscal de ses filières nous indigne, parce que nous entendons le cri des paysans, de ces patrons de PME, de ces salariés coopératifs auxquels les banques refusent l'argent que pourtant la BCE leur prête à taux zéro, nous voulons reprendre le pouvoir sur les banques en créant un pôle public bancaire articulé autour des institutions financières publiques existantes et renforcé par la nationalisation des deux plus importantes banques françaises : la Société générale et BNP Paribas. Il n'y a pas que des loups à Wall Street. Il est temps que les « loups de la Défense » rendent des comptes !

Et puis nous, on ne va pas chasser les Pokémons, on va chasser les 70 milliards de la fraude fiscale !

Et comment me direz-vous ? Eux ils ont l'argent, nous on a les frères Bocquet ! Dans leur livre *Sans domicile fixe*, ils font la brillante démonstration que nous pouvons nous attaquer efficacement au fléau de la fraude fiscale. En commençant par permettre au parquet national financier de s'autosaisir, il ne peut pas le faire à l'heure actuelle et doit passer par Bercy... Nous lui donnerons des moyens financiers d'ampleur pour poursuivre ses missions.

Et parce que l'affaire est mondiale, nous proposons que la France prenne la tête d'un mouvement pour une COP fiscale mondiale, à l'image de la COP 21 sur le climat. Il faut créer un rendez-vous international tous les deux ans autour des questions de la finance et de sa régulation. Rendez-vous compte, les 28 plus grandes banques mondiales possèdent 56 000 milliards de dollars de réserve !...

Pour en finir très rapidement avec les paradis fiscaux, il suffirait qu'un des 5 grands États décide de bloquer les transactions et demander aux centres off-shore de rendre l'argent. S'ils ne coopèrent pas, il peut alors geler les avoirs et aller chercher l'argent. C'est ce qu'ont fait les États-Unis quand ils ont demandé à la Suisse de leur donner tous les noms et les montants des dépôts américains dans ses banques. Oui, c'est possible.

Enfin, pour regagner nos marges de manœuvre, le bras de fer avec l'Union européenne pour sortir la France de l'austérité doit être engagé. Nous refusons la règle d'or et nous nous battons pour l'abrogation du traité budgétaire quitte à retirer la signature de la France. L'euro et la BCE doivent être mis au service du développement social, solidaire et écologique en Europe. Changer l'UE... c'est trop dur, disent certains. Mais si nous ne la changeons pas, elle se disloquera dans le fracas des nationalismes. Alors oui, nous, les internationalistes, il est temps de nous unir durablement pour construire une autre Europe, celle dont les peuples ont besoin.

A la veille de l'année 2017, nous voilà tous au pied du mur. Cet avenir est possible et pourtant le pire risque d'advenir.

Mercredi j'ai publié une tribune où je posais cette question : « Serons-nous la gauche la plus bête d'Europe ? » Bien sûr, c'était une provocation pour attirer l'attention sur un problème sérieux. Le scénario qu'on nous vend pour 2017 est dangereux pour la France. Le FN est plus que jamais en embuscade. Marine Le Pen n'a même plus besoin de parler, la droite et le gouvernement se chargent de lui faire une campagne sur mesure. Mais qui est Marine Le Pen ? Marine Le Pen c'est l'outrance et le nationalisme de Donald Trump, le libéralisme de Theresa May, et le racisme et l'autoritarisme de l'extrême droite autrichienne. Pourtant, c'est bien elle et son parti de haine qui chaque jour gagnent du terrain. Les Républicains, eux, s'entredéchirent aujourd'hui mais seront bientôt en ordre de bataille pour mener à terme leur projet de destruction du modèle social français. Quant à Emmanuel Macron, le renard du Medef lâché dans le poulailler socialiste, l'homme qui fait du neuf avec du vieux et du vieux avec du neuf, il ne fait que tirer davantage à droite, un échiquier politique qui n'a pourtant pas besoin de ça.

Et pendant ce temps-là, la gauche de progrès a décidé de faire tourner à plein la machine à perdre en multipliant les candidatures. C'est totalement fou et irresponsable. Pourtant, regardez cette Fête, écoutez le pays mobilisé contre la loi travail, celui qui résiste aux divisions et aux haines.

Il existe une majorité sociale de progrès dans notre pays et il est de notre devoir de la transformer en majorité politique. Divisés nous perdrons, unis nous pouvons sérieusement envisager de lever une majorité de gouvernement.

Et c'est pourquoi nous allons jusqu'au bout travailler à faire du commun. C'est trop tard ? Non, il ne sera jamais trop tard. Notre feuille de route est simple et notre calendrier fixé. Nous allons massivement déployer nos forces dans le pays dans le mois qui vient pour renforcer encore notre grande consultation citoyenne. Les communistes sont déjà allés à la rencontre de près de 200 000 personnes. Plus de 40 000 d'entre elles ont rempli le questionnaire « Que demande le peuple ? » Nous nous donnons 4 semaines, 1 mois pour doubler ce chiffre. Et cela commence aujourd'hui à la Fête de l'Humanité où des milliers de questionnaires sont en train d'être remplis. C'est d'une importance capitale, car qui aujourd'hui se préoccupe vraiment de la voix du peuple ? Qui ? Si ce n'est les communistes ?

Il y a dans le cœur de chaque camarade l'envie de faire, l'envie de déplacer des montagnes, l'envie de donner un prolongement politique aux cris qui s'expriment en eux face à l'injustice de la situation actuelle. Oui, le cœur des communistes est grand. Je sais leurs questionnements et leurs doutes, je sais aussi leur incroyable force militante, leur engagement sans borne et leur force inépuisable quand il s'agit de défendre leurs idéaux. Et c'est pourquoi, en tant que secrétaire national du Parti communiste français, je n'ai aucun doute sur leur volonté et leur capacité à faire vivre sur tout le territoire cette grande et belle consultation citoyenne.

Et à l'issue de ce mois de consultation, nous tiendrons un grand événement de restitution de ce questionnaire, le 8 octobre prochain. Nous y ferons la démonstration qu'il existe une majorité populaire pour une vraie politique de gauche, ce que j'ai appelé le pacte d'engagement commun qui pourrait unir les forces aujourd'hui dispersées.

Nous n'entendons pas, vous l'aurez compris, désertier le débat politique et présidentiel. Bien au contraire. Nous ferons nos choix en novembre. Cela se fera, en respect de nos statuts, par un vote souverain de nos adhérents après la tenue d'un Conseil national qui se sera aussi exprimé. Nous ferons ce choix en responsabilité et, quelle que soit notre décision, nous ferons entendre la voix du Parti communiste pour le présent, mais surtout pour l'avenir. Et nous allons pousser au bout, nous allons nous donner le temps et toute les chances à la possibilité d'une candidature unique à la gauche de François Hollande.

Car au fond, et je le dis droit dans les yeux à tous mes partenaires de gauche ici présents : Si sur la sortie de l'austérité nous sommes d'accord sur l'essentiel ; si sur la relance des investissements nous sommes d'accord sur l'essentiel ; si sur la refonte de l'Europe nous sommes d'accord sur l'essentiel ; si sur la VI^e République nous sommes d'accord sur l'essentiel ; si sur la planification écologique nous sommes d'accord sur

l'essentiel ; si sur la relance des services publics nous sommes d'accord sur l'essentiel, c'est une bonne base de départ, non ?

Arrêtez de faire le pari fou qu'un seul individu, aussi talentueux soit-il, sera en mesure de capter à lui seul, sans dynamique unitaire, l'affaiblissement de François Hollande. Cela n'arrivera pas. Et alors, au soir du 23 avril, quel goût auront nos larmes : celui de la déception ou celui du regret ?!

La candidature communiste ? Notre force c'est d'être utiles.

Mais je ne suis pas naïf, je sais bien qu'il faudra plus à tous les candidats proclamés de la gauche de progrès, un peu plus que le constat de nos convergences. Rien ne se fera sans un engagement massif des citoyens dans le débat présidentiel. Allez-y, devenez acteurs, ne restez pas cloîtrés, intervenez, mobilisez-vous, organisez-vous, devenez incontournables ! Vous êtes les seuls à pouvoir nous sortir du scénario infernal. Sans vous rien ne se fera. Et rien n'est encore joué. Tout peut encore changer, être bouleversé pour peu qu'on s'y investisse. Prenons nos rêves au sérieux ! Croyons en nous ! Notre force est superbe. Nous sommes le nombre, nous sommes le peuple, nous sommes les 99 % !

Et pour conclure, je voudrais saluer la présence ici, aux côtés de Bernard Lapasset, de notre camarade François Moncla, l'héroïque capitaine de l'équipe de France de rugby en 1958. Celle-là même qui défia l'Afrique du Sud de l'apartheid. François avait pour habitude de lancer à ses coéquipiers, juste avant le début du match, un traditionnel : « Allez, allez ! » Alors, devant le long match rugueux qui nous attend, je vous lance un fraternel et offensif : « Allez, allez » !

Je vous remercie.